Spedizione in abbonamento postale

Anno 91° — Numero 137

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA

ROMA - Sabato, 17 giugno 1950

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA — UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI — TELEF. 50-139 51-236 51-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO — PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA — TELEF. 80-033 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 6024 - Semestrale L. 3516
Trimestrale L. 2012 - Un fascicolo L. 30
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle Inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 6024 - Semestrale L. 3516
Trimestrale L. 2012 - Un fascicolo L. 30.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale,, veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in ROMA, via XX Settembre (palazzo del Ministero delle Finanze); via del Corso n. 234 (angolo via Marco Minghetti n. 23-24); in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46 r; in TORINO, via Roma n. 80 (Salone " La Stampa ,,) e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella Parte II della «Gazzetta Ufficiale» si ricevono in ROMA - presso la Libreria dello Stato (Ufficio inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano, Galleria Vittorio Emanuele n. 3 - Firenze, via Cavour n. 46 r - Napoli, via Chiaia n. 5 - Torino, via Roma n. 80 (Salone " La Stampa ,,) sono autorizzate ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 23 novembre 1949, n. 1188.

Approvazione degli Accordi di carattere economico fra l'Italia e l'Austria, firmati in Roma il 18 marzo e 19 maggio 1949.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 87 della Costituzione;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per gli affari esteri, di concerto con i Ministri per il tesoro, per le finanze, per il commercio con l'estero e per l'industria e commercio;

Decreta:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data ai seguenti Accordi firmati a Roma, fra l'Italia e l'Austria il 18 marzo e 19 maggio 1949:

a) Accordo per lo scambio di mercanzie;
b) Protocollo di firma;
c) Protocollo annesso;
d) Scambio di Note.

Art. 2.

Il presente decreto entra in vigore il giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* ed ha effetto dal 19 maggio 1949 conformemente a quanto stabilito dall'art. 12 dell'Accordo per lo scambio di mercanzie.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 23 novembre 1949

EINAUDI

DE GASPERI — SFORZA — PELLA — VANONI — BERTONE

Visto, *il Guardasigilli*: PICCIONI
Registrato alla Corte dei conti, addì 26 maggio 1950
Atti del Governo, registro n. 33, foglio n. 54. — FRASCA

Accord sur l'échange des marchandises entre le Gouvernement Italien et le Gouvernement Fédéral d'Autriche.

Le Gouvernement Italien et le Gouvernement Fédéral d'Autriche, dans le but de régler et de développer dans toute la mesure du possible les échanges commerciaux entre leurs Pays, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1

Les deux Parties Contractantes s'accorderont, suivant les dispositions en vigueur dans les deux Pays, un traitement aussi favorable que possible dans l'octroi réciproque des autorisations d'importation et d'exportation.

Art. 2

Le Gouvernement Italien autorisera l'exportation vers l'Autriche des marchandises originaires et en provenance de l'Italie, indiquées à la liste *A* annexée au présent Accord, à concurrence des quantités ou des valeurs qui y sont mentionnées pour chaque produit. De son côté, le Gouvernement Fédéral d'Autriche autorisera l'importation en Autriche des dites marchandises, à concurrence des quantités ou des valeurs, fixées dans la même liste.

Art. 3

Le Gouvernement Fédéral d'Autriche autorisera l'exportation vers l'Italie des marchandises originaires et en provenance de l'Autriche, indiquées à la liste *B* annexée au présent Accord, à concurrence des quantités ou des valeurs qui y sont mentionnées pour chaque produit. De son côté, le Gouvernement Italien autorisera l'importation en Italie des dites marchandises, à concurrence des quantités ou des valeurs, fixées dans la même liste.

Art. 4

L'échange des marchandises entre l'Autriche et l'Italie s'effectuera sur la base d'affaires de compensation (affari di reciprocità), soumises à l'autorisation préalable des Autorités compétentes.

Art. 5

En principe les échanges des marchandises devront être équilibrés dans leur valeur économique.

Art. 6

Le « Bureau Exécutif de la Aussenhandelskommission » et l'« Ufficio Italiano dei Cambi » s'entendront sur les modalités techniques afférentes à l'exécution des échanges de marchandises et surveilleront l'exécution de chaque affaire autorisée.

Art. 7

Dans le but de favoriser le développement du commerce entre leurs Pays, les Autorités compétentes des deux Pays pourront autoriser des affaires de compensation en sus des contingents prévus dans les listes susmentionnées ainsi que pour des marchandises qui ne sont pas indiquées dans les dites listes.

Art. 8

Toute opération d'importation ou d'exportation devrà être effectuée dans le délai de trois mois à partir de la date de l'octroi de la licence, à moins que — compte tenu des circonstances spéciales — les Autorités compétentes des deux Parties n'admettent un délai plus long.

Art. 9

Les opérations de compensation privée qui à la date de la mise en application du présent Accord ont déjà été approuvées par les Autorités compétentes des deux Pays seront effectuées conformément aux conditions prévues dans les autorisations respectives et en dehors des contingents prévus dans les listes annexées au présent Accord.

Art. 10

Il est constitué une Commission Mixte composée de deux Délégations, l'une de représentants officiels italiens, l'autre de représentants officiels autrichiens, chargée de suivre l'exécution du présent Accord et de faire toute proposition tendant à améliorer les relations économiques entre l'Autriche et l'Italie. Elle sera également chargée d'éliminer les difficultés éventuellement constatées dans les échanges commerciaux mutuels et — en tenant compte des expériences, tirées de l'exécution du présent Accord — de modifier celui-ci ainsi que les listes y annexées.

La Commission Mixte se réunira à la demande du Président d'une des deux Délégations.

Art. 11

Les opérations autorisées en vertu du présent Accord, mais pas encore effectuées lors de son expiration, seront exécutees conformément aux dispositions de cet Accord.

Art. 12

Le présent Accord, qui remplace l'Accord sur l'échange des marchandises entre le Gouvernement Italien et le Gouvernement Fédéral d'Autriche, signé à Vienne le 4 avril 1946, entrera en vigueur à la date de sa signature et sera valable jusqu'au 31 mars 1950.

A son échéance, il sera renouvelé par tacite réconduction pour une autre année, s'il n'a pas été dénoncé avec un préavis de trois mois.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 19 mai 1949

Pour le Gouvernement Fédéral d'Autriche
SCHWARZENBERG

Pour le Gouvernement Italien
GRAZZI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Liste *A*

EXPORTATIONS ITALIENNES VERS L'AUTRICHE

N° de code	Désignation des produits	Quantité en tonnes	Valeur en milliers de Lires
IT. 1	Figues sèches		130.000
IT. 2	Citrons		190.000
IT. 3	Oranges et mandarines		280.000
IT. 4	Châtaignes		18.000
IT. 5	Riz	5.000	
IT. 6	Lentilles		18.000
IT. 7	Fruits frais		230.000
IT. 8	Autres fruits secs		28.000
IT. 9	Pulpe de fruits de qual. sup.		27.000
IT. 10	Légumes frais		320.000
IT. 11	Pommes de terre (primeurs)		300.000
IT. 12	Conserves de tomates, y compris les condiments à base d'huile		35.000
IT. 13	Huile alimentaire		30.000
IT. 14	Vins en fûts et dames-jeannes (42% de la quantité importée de l'Italie en 1937) (1)		
IT. 15	Fromage		140.000
IT. 16	Poissons, salés, congelés et en conserves		45.000
IT. 17	Tabac	100	
IT. 18	Semences fourragères		130.000
IT. 19	Semences forestières		20.000
IT. 20	Semences potagères	p. m.	
IT. 21	Plants d'arbres fruitiers		25.000
IT. 22	Plants de vignes		70.000
IT. 23	Plantes médicinales		25.000
IT. 24	Réglisse (racines)	5	
IT. 25	Paille		25.000
IT. 26	Foin		25.000
IT. 27	Liège brut		15.000
IT. 28	Tourteaux de semences oléagineuses		100.000
IT. 29	Farine de graines de caroubes	10	
IT. 30	Baies de genévrier	40	
IT. 31	Pectine	1	
IT. 32	Farine de poisson		20.000
IT 33	Poils d'animaux		9.000
IT. 34	Boyaux secs		35.000
IT. 35	Huile de ricin pour usages techniques	90	
IT. 36	Huile d'olive sulfuré	100	
IT. 37	*Huile essentielle de conifères*	1,5	
IT. 38	Térébenthine de mélèze	15	
IT. 39	Acide citrique et tartrique		10.000
IT. 40	Zinc en barres	1.300	
IT. 41	Plomb	920	
IT. 42	Antimoine	45	
IT. 43	Mercure		50.000
IT. 44	Ferrosilicium contenant 75% de Silicium		180.000
IT. 45	Ferrochrome contenant 60-70% de Chrome		50.000
IT. 46	Soufre brut et ventilé		550.000
IT. 47	Pyrites de fer	32.000	
IT. 48	Cendres de pyrites		550.000
IT. 49	Amiante brut	900	
IT. 50	Extrait de sumac	25	
IT. 51	Extrait de bois de châtaignier	900	
IT. 52	Goudron de houille cru	550	
IT. 53	Bitume	100	
IT. 54	Chiffons et déchets de produits textiles	450	
IT. 55	Déchets textiles pour nettoyage	150	
IT. 56	Chanvre brut et chanvre peigné (demi-ouvré)		550.000
IT. 57	Etoupes de chanvre	1.200	
IT. 58	Chanvre vert	1.000	

(1) Le contingent ne pourra pas dépasser 180 millions de Lires.

N° de code	Désignation des produits	Quantité en tonnes	Valeur en milliers de Lires
IT. 59	Pelleterie brute, tannée et teinte (1)		60.000
IT. 60	Cellophane	50	
IT. 61	Baryte	50	
IT. 62	Fluorine	2.700	
IT. 63	Bentonite	250	
IT. 64	Superphosphate	18.500	
IT. 65	Fils de coton simples (titres sup. au n. 60 anglais)	135	
IT. 66	Fils de laine		185.000
IT. 67	Tissus de laine pesant plus de 750 gr. par m²		135.000
IT. 68	Fils de chanvre	30	
IT. 69	Soie grège et moulinée		35.000
IT. 70	Fils en rayonne « viscosa »	1.200	
IT. 71	Fils en rayonne acetat	55	
IT. 72	Fils en rayonne cuivre-ammoniaque	140	
IT. 73	Fils en rayonne crêpe	180	
IT. 74	*Doublures en rayonne*	m. 370.000	
IT. 75	Autres tissus en rayonne à l'exception des imprimés	m. 550.000	
IT. 76	Tissus pour la fabrication de souliers		45.000
IT. 77	Gaze à blutoir		20.000
IT. 78	Bonnetterie y compris bas et chaussettes		80.000
IT. 79	Crin nylon pour la fabrication de brosses	25	
IT. 80	Confection y compris lingerie pour hommes		50.000
IT. 81	Dentelles et broderies		10.000
IT. 82	Cloches en laine pour chapeaux		30.000
IT. 83	Chapeaux en feutre		70.000
IT. 84	Paille tressée		20.000
IT. 85	Cloches en paille pour chapeaux		25.000
IT. 86	Tuyaux en cautchouc avec incorporation de matières textiles pour usages *techniques*		40.000
IT. 87	Pneumatiques		6.000
IT. 88	Pneumatiques (dimensions spéciales)		6.000
IT. 89	Chambres à air		1.500
IT. 90	Ouvrages en ébonite, notamment plaques, tuyaux, bâtons, peignes et articles sanitaires		12.000
IT. 91	Courroies		12.000
IT. 92	Fils en caoutchouc		15.000
IT. 93	Tissus en caoutchouc		30.000
IT. 94	Ouvrages en caoutchouc non dénommés, notamment: articles sanitaires, jouets, articles de bain, gants pour usages chirurgical et téchnique		10.000
IT. 95	Plaques en caoutchouc		2.000
IT. 96	Caoutchouc-éponge et caoutchouc-écume		4.000
IT. 97	Peaux tannées		90.000
IT. 98	Cuir régéneré et artificiel		30.000
IT. 99	Linoléum		28.000
IT. 100	Tubes en verre et ampoules en verre neutre		15.000
IT. 101	Vaisselle en porcelaine		45.000
IT. 102	Tubes en fer sans soudure		280.000
IT. 103	Roulement à billes		30.000
IT. 104	Roulements en métal « antifriction »		45.000
IT. 105	*Tôles en fer pour dynamos*	460	
IT. 106	Tôles en fer pour transformateurs	460	
IT. 107	Zinc en tôles	420	
IT. 108	Formes pour chaussures		40.000
IT. 109	Outils mécaniques et pièces détachées		45.000

(1) A échanger contre produits similaires autrichiens.

Nº de code	Désignation des produits	Quantité en tonnes	Valeur en milliers de Lires
IT. 110	Machines typographiques et pièces détachées		140.000
IT. 111	Machines-outils et pièces détachées		400.000
IT. 112	Machines pour l'industrie textile et pièces détachées		45.000
IT. 113	Machines à coudre, notamment à usage industriel		45.000
IT. 114	Fuseaux, navettes, rouets et autres accessoires pour filature et tissage		45.000
IT. 115	Pièces détachées pour bicyclettes		40.000
IT. 116	Machines à écrire, à calculer, télétypes et pièces détachées		230.000
IT. 117	Autres machines et pièces détachées		350.000
IT. 118	Appareils et instruments scientifiques et de précision		50.000
IT. 119	Appareils de cinéma parlant et pièces détachées		20.000
IT. 120	Accessoires pour l'industrie cinématographique		25.000
IT. 121	Caisses à enregistrement automatique		5.000
IT. 122	Moteurs, machines et appareils électriques		330.000
IT. 123	Matériel électrique y compris matériel pour installations intérieures		100.000
IT. 124	Fils et câbles électriques		180.000
IT. 125	Isolateurs en porcelaine		20.000
IT. 126	Electrodes en charbon	55	
IT. 127	Voitures automobiles y compris camions et autobus		60.000
IT. 128	Pièces détachées pour automobiles		150.000
IT. 129	Tracteurs		500.000
IT. 130	Petits moteurs pour bicyclettes		45.000
IT. 131	Sulfure de carbone	600	
IT. 132	Acide sulfurique 60 Bé	18.000	
IT. 133	Acide sulfurique 66 Bè	3.700	
IT. 134	Sulfate d'aluminium	1.100	
IT. 135	Borax		10.000
IT. 136	Alun	100	
IT. 137	Magnésium	25	
IT. 138	Huiles essentielles		30.000
IT. 139	Autres produits chimiques		180.000
IT. 140	Produits pharmaceutiques et spécialités médicinales		70.000
IT. 141	Sels d'eaux minérales, notamment sels hépatobiliaires		5.000
IT. 142	Résines synthétiques et poudres pour matières plastiques		35.000
IT. 143	Films pour radiographie et films non impressionnés pour usages techniques		45.000
IT. 144	Pierre ponce	100	
IT. 145	Couleurs, notamment couleurs à l'aniline		180.000
IT. 146	Terre de Sienne brulée et naturelle	200	
IT. 147	Celluloide en bâtons, tubes et plaques		20.000
IT. 148	Tiges et balais de riz et de sorgho		27.000
IT. 149	Eponges pour usage industriel		9.000
IT. 150	Réveille-matin et montres de contrôle		25.000
IT. 151	Boutons		10.000
IT. 152	Marbre		11.000
IT. 1 3	Pierres « Coti »		7.500
IT. 154	Ebauches pour pipes		5.000
IT. 155	Instruments de musique et pièces détachées		30.000
IT. 156	Livres, revues, journaux, dessins de mode et musique imprimée		50.000
IT. 157	Autres marchandises		500.000

Liste *B*

EXPORTATIONS AUTRICHIENNES VERS L'ITALIE

Nº de code	Désignation des produits	Quantité en tonnes	Valeur en milliers de Lires
AU. 1	Bovins reproducteurs et de trait	têtes 1.500	
AU. 2	Boyaux salés et caillettes de veau		55.000
AU. 3	Magnésite « sinter » pour la fabrication de briques	3.300	
AU. 4	Magnésite « sinter » et magnésite en poudre pour aciéries	4.400	
AU. 5	Magnésite caustique	2 200	
AU. 6	Magnésite en briques	7.700	
AU. 7	Plaques en héraclite	*p. m.*	
AU. 8	Graphite pour électrodes et pour fonderie	1.200	
AU. 9	Feldspath, moulu et calibré	220	
AU. 10	Craie moulue	330	
AU. 11	Chaux à polir	60	
AU. 12	Mica moulu	660	
AU. 13	Kaolin	5.500	
AU. 14	Meules artificielles à défibrer pour la papeterie	paires 170	
AU. 15	Meules et pierres abrasives pour la métallurgie, matières abrasives en poudres et graines		44.000
AU. 16	Bois scié (résineux)	mc. 225.000	
AU. 17	Poutres « uso Trieste »		100.000
AU. 18	Bois pour mines	*p. m.*	
AU. 19	Poteaux télégraphiques imprégnés	mc. 12.000	
AU. 20	Listeaux en bois scié pour l'emballage de fruits	mc. 33.000	
AU. 21	Bois contreplaqué	mc. 170	
AU. 22	Laine de bois pour emballage	110	
AU. 23	Farine de bois pour la fabrication de linoléum et autres usages industriels		22.000
AU. 24	Plaques en fibre de bois, isolantes et poreuses, d'une épaisseur supérieure à 10 mm.		80.000
AU. 25	Eléments en bois scié pour construction (carcasses pour toitures, plafonds et parois, excepté les plaques en fibre de bois)		120.000
AU. 26	Maisons en bois	unités 100	
AU. 27	Tonneaux en bois dur, neufs et usagés		25.000
AU. 28	Pâte chimique à papier	35.000	
AU. 29	Pâte mécanique perforée	5.000	
AU. 30	Carton	3.800	
AU. 31	Papier	3.500	
AU. 32	Fonte grise	110	
AU. 33	Fonte brute d'affinage	33.000	
AU. 34	Fonte brute de moulage	63.000	
AU. 35	Sable d'acier	110	
AU. 36	Aciers communs en lingots et largets (« bidoni »), billettes et brames	7.000	
AU. 37	Fers et aciers communs laminés à chaud, en barres ou « verghe » brutes (dont 600 tonnes pour la position 286 c/2/3 du tarif douanier italien)	2.600	
AU. 38	Fers et aciers en barres ou « verghe » trafilés et laminés à froid, d'une épaisseur supérieure à 4 1/2 mm.	70	
AU. 39	Aciers spéciaux laminés à chaud en barres ou «verghe» brutes	1.500	
AU. 40	Aciers forgés, en barres	500	
AU. 41	Fers et aciers en barres ou « verghe » travaillés	100	

N° de code	Désignation des produits	Quantité en tonnes	Valeur en milliers de Lires
AU. 42	Tôles conformément aux numéros 297-298-299-300 du tarif douanier italien	680	
AU. 43	Fers et aciers conformément aux n. 313-314-319 du tarif douanier italien	250	
AU. 44	Ressorts en acier	20	
AU. 45	Métaux et alliages métalliques conformément au n. 388 du tarif douanier italien		8.000
AU. 46	Fils d'acier lié ou à âme	100	
AU. 47	Fils d'acier spécial au carbone contenant une quantité de soufre et de phosphore ne dépassant pas, respectivement, 0,025 et 0,03%	20	
AU. 48	Clous et pointes de Paris	50	
AU. 49	Fils de fer d'un diamètre de 4,5 mm. ou plus	1.350	
AU. 50	Fils de fer d'un diamètre inférieur à 4,5 mm. jusqu'à 1,5 mm.	450	
AU. 51	Fils de fer d'un diamètre inférieur à 1,5 mm.	200	
AU. 52	Fils à souder	100	
AU. 53	Boulons bruts	50	
AU. 4	Boulons travaillés	40	
AU. 55	Vis en fer pour bois et pour métal	10	
AU. 56	Rubans en fer et en acier	50	
AU. 57	Couteaux pour machines pour le travail du bois, du tabac et du papier		15.000
AU. 58	Lames finies pour scies à bois, à l'exclusion des lames pour scies à ruban		20.000
AU. 59	Lames finies pour scies à bois à ruban		2.000
AU. 60	Lames finies pour scies à métaux		11.000
AU. 61	Outils pneumatiques et pièces détachées		100.000
AU. 62	Aluminium en feuilles pour condensateurs	22	
AU. 63	Métal dur et alliages en molybdène et tungstène, en tôles, rubans, barres, plaques et fils		65.000
AU. 64	Chaînes pour navires	55	
AU. 65	Ebauches pour ségments de pistons	pièces 275.000	
AU. 66	Revêtements intérieurs pour cylindres	33	
AU. 67	Faux	pièces 200.000	
AU. 68	Faucilles	» 20.000	
AU. 69	Ascenseurs, élévateurs y compris les cabines		55.000
AU. 70	Appareils de clicherie		22.000
AU. 71	Machines-outils		220.000
AU. 72	Autres machines		220.000
AU. 73	Pompes à haute compression de grande capacité; pompes centrifuges à très haute pression; groupes d'électropompes à grande capacité et à immersion		110.000
AU. 74	Moteurs, transformateurs, commutateurs, redresseurs de courant		80.000
AU. 75	Instruments électriques de mesure et de contrôle		44.000
AU. 76	Appareils médicaux électriques et pièces détachées		75.000
AU. 77	Appareils électriques pour souder à système continu automatique		35.000
AU. 78	Appareils cinématographiques de prise (jusqu'à 8 mm.).		25.000
AU. 79	Matériel électrique y compris le matériel pour installations intérieures		55.000
AU. 80	Appareils et installations pour téléphonie et télégraphie		55.000
AU. 81	Joints électromagnétiques «Vulcan»		110.000
AU. 82	Bobines « Puppin » pour transmission téléphonique		20.000
AU. 83	Pièces détachées de bicyclettes		20.000
AU. 84	Produits « Klinger » (Klingerit et similaires) et matériel pour garnitures		130.000
AU. 85	Eléments d'assemblage pour locomotives		20.000
AU. 86	Instruments optiques et de géodésie		65.000
AU. 87	Instruments dentaires		35.000
AU. 88	Couleurs pour peintres (à l'huile, à l'eau, gouache)		35.000
AU. 89	Autres colorants et matières pour la fabrication de colorants		65.000
AU. 90	Agents chimiques pour ternir l'email et glaçures		45.000
AU. 91	Produits pharmaceutiques		55.000
AU. 92	Huiles et extraits d'aiguilles de pin		6.000
AU. 93	« Cereisen »	1	
AU. 94	Verre marbré et verre dur		11.000
AU. 95	Verre brut pour verres de lunettes		11.000
AU. 96	Verre de lunettes ophtalmiques		7.000
AU. 97	Tubes et baguettes en verre de plomb		13.000
AU. 98	Matériel dentaire (à l'exclusion des dents artificielles)		20.000
AU. 99	Feutres industriels pour la papeterie		20.000
AU. 100	Bonnetterie		110.000
AU. 101	Dentelles et broderies		10.000
AU. 102	Confections, y compris lingerie pour hommes		50.000
AU. 103	Chapeaux en feutre		50.000
AU. 104	Tuyaux en cautchouc avec incorporation de matières textiles pour usages techniques		5.000
AU. 105	Pneumatiques		6.000
AU. 106	Chambres à air		1.500
AU. 107	Ouvrages en ébonite, notamment: plaques, tuyaux et articles sanitaires		4.000
AU. 108	Courroies		12.000
AU. 109	Ouvrages en caoutchouc n. d., notamment: articles sanitaires, jouets, articles de bain, gants pour usages chirurgical et téchnique		30.000
AU. 110	Plaques en caoutchouc		2.000
AU. 111	Caoutchouc-éponge et caoutchouc-écume		4.000
AU. 112	Pelleterie brute, tannée et teinte (1)		60.000
AU. 113	Amiante en fibre pour filtres		6.000
AU. 114	Feuilles pour matrices		35.000
AU. 115	Pianos et autres instruments de musique		30.000
AU. 116	Livres, journaux, révues, dessins de mode et musique imprimée		50.000
AU. 177	Autres marchandises		500.000

(1) A échanger contre produits similaires italiens.

Protocole de signature

Au moment de procéder à la signature en date de ce jour de l'Accord entre le Gouvernement Italien et le Gouvernement Fédéral d'Autriche sur l'échange des marchandises, les Représentants des deux Gouvernements sont tombés d'accord sur ce qui suit:

I.

Aussitôt que les circonstances économiques le permettront, les deux Parties Contractantes entâmeront des négociations pour la conclusion d'un Accord de paiements.

II.

Si les livraisons réciproques, prévues par une affaire de compensation dans le cadre de l'Accord susmentionné, n'étaient pas effectuées entièrement, les Autorités compétentes des deux Pays s'entendront pour assurer un règlement équitable de l'opération à la partie qui aurait exécuté ses obligations — ne serait ce que partiellement — sans en recevoir la contrepartie. Elles faciliteront notamment la conclusion de toutes nouvelles affaires susceptibles d'absorber les montants réstés inutilisés.

III.

Si pendant la durée de l'Accord susmentionné une des deux Parties Contractantes envisageait le placement à l'étranger de commandes de biens d'investissement, non mentionnés dans les listes *A* et *B* du dit Accord, elle prendra en considération les offres de l'autre Partie Contractante.

IV.

Les dispositions de l'Article 10 de la Convention Internationale pour la simplification des formalités douanières, conclue à Genève le 3 novembre 1923, concernant l'admission des voyageurs de commerce et les formalités douanières à l'occasion de l'importation en franchise provisoire des échantillons et modèles, s'appliqueront jusqu'à la conclusion d'un Traité entre les deux Pays.

V.

La Délégation Italienne a attiré l'attention de la Délégation Autrichienne sur la nécessité de régler, par voie diplomatique, les questions concernant la livraison réciproque des marchandises italiennes et autrichiennes afférent, à des contrats antérieurs à l'Accord sur les échanges des marchandises, signé à Vienne le 4 avril 1946, qui n'ont pas pu avoir, à ce jour, exécution totale ou partielle.

VI.

Les Autorités compétentes des deux Pays examineront les rapports réciproques d'assurance et de réassurance en vue d'atteindre un réglement à ce sujet.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 19 mai 1949

Pour le Gouvernement Fédéral d'Autriche
SCHWARZENBERG

Pour le Gouvernement Italien
GRAZZI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Protocole annexe

Lors de la signature de l'Accord sur l'échange des marchandises en date de ce jour le Gouvernement Italien et le Gouvernement Fédéral d'Autriche sont convenus des dispositions suivantes:

I° Les Hautes Parties Contractantes conviennent que pour tout ce qui concerne les droits de douane, les droits accessoires, les droits et taxes intérieures, le mode de perception des droits, ainsi que pour les règles et formalités douanières de tout genre, tout avantage, privilège ou faveur quelconque que l'une d'Elles a déjà accordés ou accorderait à l'avenir à tout autre Etat, seront immediatement étendus, et sans conditions, à l'autre Partie Contractante.

En conséquence, les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance de chacune des Hautes Parties Contractantes ne seront en aucun cas assujettis, sous les rapports visés au paragraphe précédent, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élévés ni à des règles et formalités autres ou plus onéreuses que celles auxquelles sont ou seront assujettis les produits similaires de la nation la plus favorisée.

De même, les produits naturels ou fabriqués, exportés du territoire de chacune des Hautes Parties Contractantes à destination du territoire de l'autre Partie ne seront en aucun cas assujettis à des droits, taxes ou charges autres au plus elévés ni à des règles et formalités autres ou plus onéreuses que celles auxquelles sont ou seront assujettis les même produits destinés au pays le plus favorisé.

II° Les dispositions dont ci-dessus ne sont pas applicables:

a) aux faveurs spéciales que chacune des Hautes Parties Contractantes aurait accordées ou accorderait à des Etats limitrophes pour faciliter le trafic de frontière;

b) aux obligations imposées à l'une ou à l'autre des Hautes Parties Contractantes par les engagements assumés dans le cadre d'une union douanière, d'un accord économique régional ou d'un régime similaire, y compris ceux découlant des accords provisoires conclus dans ce but;

c) aux avantages spéciaux que la République Italienne aurait déjà accordés ou qu'elle accorderait à l'avenir à la République de San Marino, à la Cité du Vatican ou à des territoires ayant un Statut juridique spécial, internationalement reconnu.

III° Le présent Protocole aura la même durée de validité que l'Accord sur l'échange des marchandises signé en date de ce jour. Toutefois, il restera applicable jusqu'à l'entrée en vigueur d'un Traité de commerce et d'établissement entre l'Autriche et l'Italie, à moins que l'une des deux Parties Contractantes ne le dénonce avec une préavis de trois mois.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Fait à Rome, en double exemplaire, en français, le 19 mai 1949

Pour le Gouvernement Fédéral d'Autriche
SCHWARZENBERG

Pour le Gouvernement Italien
GRAZZI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Le Président de la Délégation Italienne au Président de la Délégation Autrichienne

Monsieur le Président,

Me référant aux conversations que nous avons eu au sujet de l'importation de faux et faucilles en Italie, j'ai l'honneur de vous confirmer que nous avons convenu que les contingents des produits susdits prévus par l'Accord sur l'échange des marchandises, paraphé en date de ce jour, seront utilisés dans le cadre de l'opération globale déjà autorisée par les Autorités compétentes des deux Pays. Les contreparties des produits italiens seront imputées sur les contingents respectifs fixés par le dit Accord.

Je vous prie de bien vouloir me confirmer l'accord de votre Gouvernement sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Rome, le 18 mars 1949

D'AJETA

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Le Président de la Délégation Autrichienne au Président de la Délégation Italienne

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu m'adresser la lettre suivante:

« Me référant aux conversations que nous avons eu au sujet de l'importation de faux et faucilles en Italie, j'ai l'honneur de vous confirmer que nous avons convenu que les contingents des produits susdits prévus par l'Accord sur l'échange des marchandises, paraphé en date de ce jour, seront utilisés dans le cadre de l'opération globale déjà autorisée par les Autorités compétentes des deux Pays. Les contreparties des produits italiens seront imputées sur les contingents respectifs fixés par le dit Accord.

Je vous prie de bien vouloir me confirmer l'accord de votre Gouvernement sur ce qui précède ».

J'ai l'honneur de vous confirmer que mon Gouvernement est d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Rome, le 18 mars 1949

LOEWENTHAL

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Le Président de la Délégation Italienne au Président de la Délégation Autrichienne

Monsieur le Président,

A l'occasion des pourparlers qui ont eu lieu ces jours-ci à Rome, les deux Délégations sont tombées d'accord sur l'opportunité d'examiner les problèmes cinématographiques intéressant nos deux Pays.

La Délégation Autrichienne, tout en faisant valoir certaines difficultés d'ordre général existant actuellement en Autriche pour ce qui concerne l'importation de films cinématographiques étrangers, a déclaré que les Autorités compétentes Autrichiennes sont prêtes quand même à examiner toute question afférente aux intérêts des deux industries cinématographiques et à faciliter la rencontre à Vienne des experts qui seront délégués à cet effet par les Administrations compétentes des deux Pays.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Rome, le 18 mars 1949

D'AJETA

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Le Président de la Délégation Autrichienne au Président de la Délégation Italienne

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la lettre suivante que vous avez bien voulu m'adresser en date d'aujourd'hui:

« A l'occasion des pourparlers qui ont eu lieu ces jours-ci à Rome, les deux Délégations sont tombées d'accord sur l'opportunité d'examiner les problèmes cinématographiques intéressant nos deux Pays.

La Délégation Autrichienne, tout en faisant valoir certaines difficultés d'ordre général existant actuellement en Autriche pour ce qui concerne l'importation de films cinématographiques étrangers, a déclaré que les Autorités compétentes Autrichiennes sont prêtes quand même à examiner toute question afférente aux intérêts des deux industries cinématographiques et à faciliter la rencontre à Vienne des experts qui seront délégués à cet effet par les Administrations compétentes des deux Pays ».

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Rome, le 18 mars 1949

LOEWENTHAL

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri

SFORZA

Le Président de la Délégation Autrichienne au Président de la Délégation Italienne

Monsieur le Président,

Me référant aux pourparlers qui ont eu lieu ces jours-ci, j'ai l'honneur de vous confirmer que mon Gouvernement serait disposé à livrer du bétail d'élevage et de travail au delà du contingent prévu par l'Accord sur l'échange des marchandises, paraphé en date d'au-

jourd'hui, à condition que du côté italien on pourrait fournir en contrepartie de la viande congelée.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Rome, le 18 mars 1949

LOEWENTHAL

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Le Président de la Délégation Italienne au Président de la Délégation Autrichienne

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la lettre suivante que vous avez bien voulu m'adresser en date d'aujourd'hui :

« Me référant aux pourparlers qui ont eu lieu ces jours-ci, j'ai l'honneur de vous confirmer que mon Gouvernement serait disposé à livrer du bétail d'élevage et de travail au delà du contingent prévu par l'Accord sur l'échange des marchandises, paraphé en date d'aujourd'hui, à condition que du côté italien on pourrait fournir en contrepartie de la viande congelée ».

A cet égard, j'ai l'honneur de vous communiquer que mon Gouvernement, en prenant acte de la dite proposition, se reserve d'examiner avec la meilleure bienveillance la possibilité d'un tel échange pendant l'exécution de l'Accord.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Rome, le 18 mars 1949

D'AJETA

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Le Président de la Délégation Italienne au Président de la Délégation Autrichienne

Monsieur le Président,

Me référant aux pourparlers qui ont eu lieu à l'occasion de la négociation de l'Accord sur l'échange des marchandises, paraphé en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous confirmer que nous sommes tombés d'accord pour faciliter dans toute la mesure du possible la participation des maisons des deux Pays aux Foires Internationales, organisées en Italie et en Autriche.

Les Autorités compétentes de nos deux Pays examineront avec bienveillance les mesures à prendre pour atteindre ce but.

Je vous prie de bien vouloir me confirmer votre accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Rome, le 18 mars 1949

D'AJETA

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Le Président de la Délégation Autrichienne au Président de la Délégation Italienne

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu m'adresser la lettre suivante:

« Me référant aux pourparlers qui ont eu lieu à l'occasion de la négociation de l'Accord sur l'échange des marchandises, paraphé en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous confirmer que nous sommes tombés d'accord pour faciliter dans toute la mesure du possible la participation des maisons des deux Pays aux Foires Internationales, organisées en Italie et en Autriche.

Les Autorités compétentes de nos deux Pays examineront avec bienveillance les mesures à prendre pour atteindre ce but.

Je vous prie de bien vouloir me confirmer votre accord sur ce qui précède ».

J'ai l'honneur de vous confirmer que mon Gouvernement est d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Rome, le 18 mars 1949

LOEWENTHAL

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Le Président de la Délégation Italienne au Président de la Délégation Autrichienne

Monsieur le Président,

A la conclusion des négociations qui ont abouti à l'Accord sur l'échange des marchandises entre nos deux Gouvernements, paraphé en date d'aujourd'hui, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir vous rendre interprète auprès du Gouvernement Fédéral d'Autriche du désir du Gouvernement Italien de voir aboutir à une solution favorable aux intérêts italiens la question concernant la livraison à la Maison Autrichienne Lenzinger Zellwolle d'une installation pour la production de fil de rayonne.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Rome, le 18 mars 1949

D'AJETA

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Le Président de la Délégation Autrichienne au Président de la Délégation Italienne

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la lettre suivante que vous avez bien voulu m'adresser en date d'aujourd'hui :

« A la conclusion des négociations qui ont abouti à l'Accord sur l'échange des marchandises entre nos deux Gouvernements, paraphé en date d'aujourd'hui, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir vous rendre interprète auprès du Gouvernement Fédéral d'Autriche

du désir du Gouvernement Italien de voir aboutir à une solution favorable aux intérêts italiens la question concernant la livraison à la Maison Autrichienne Lenzinger Zellwolle d'une installation pour la production de fil de rayonne ».

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Rome, le 18 mars 1949

LOEWENTHAL

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Le Président de la Délégation Autrichienne au Président de la Délégation Italienne

Monsieur le Président,

Au cours des négociations qui ont eu lieu à l'occasion de la négociation de l'Accord sur l'échange des marchandises, paraphé en date de ce jour, la Délégation Italienne a souligné l'importance que les Services Italiens compétents attachent à une réduction du tarif autrichien de transit par voie ferrés.

Etant donné que la Delégation Autrichienne n'était pas en mesure de discuter cette question, on est tombé d'accord de la réserver à des conversations entre les Services compétents des deux Pays.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Rome, le 18 mars 1949

LOEWENTHAL

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Le Président de la Délégation Italienne au Président de la Délégation Autrichienne

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu m'adresser la lettre suivante:

« Au cours des négociations qui ont eu lieu à l'occasion de la négociation de l'Accord sur l'échange des marchandises, paraphé en date de ce jour, la Délégation Italienne a souligné l'importance que les Services Italiens compétents attachent à une réduction du tarif autrichien de transit par voie ferrés.

Etant donné que la Délégation Autrichienne n'était pas en mesure de discuter cette question, on est tombé d'accord de la réserver à des conversations entre les Services compétents des deux Pays ».

J'ai l'honneur de vous confirmer que mon Gouvernement est d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Rome, le 18 mars 1949

D'AJETA

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Le Président de la Délégation Autrichienne au Président de la Délégation Italienne

Monsieur le Président,

Au cours des pourparlers qui ont eu lieu ces jours-ci vous avez bien voulu me communiquer que du côté italien on serait à même de livrer aux Chemins de Fers Fédéraux Autrichiens un lot de 200 locomotives à vapeur modifiées selon le système « Franco Crosti » et dont les données techniques ont déjà été fournies par la Délégation Italienne.

J'ai l'honneur de vous confirmer à ce sujet que la Délégation Autrichienne a déjà soumis la question aux Administrations Fédérales compétentes, qui se réservent de faire connaître aussitôt que possible leur point de vue à ce sujet.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Rome, le 18 mars 1949

LOEWENTHAL

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Le Président de la Délégation Italienne au Président de la Délégation Autrichienne

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la lettre suivante que vous avez bien voulu m'adresser en date d'aujourd'hui:

« Au cours des pourparlers qui ont eu lieu ces jours-ci vous avez bien voulu me communiquer que du côté italien on serait à même de livrer aux Chemins de Fers Fédéraux Autrichiens un lot de 200 locomotives à vapeur modifiées selon le système « Franco Crosti » et dont les données techniques ont déjà été fournies par la Délégation Italienne.

J'ai l'honneur de vous confirmer à ce sujet que la Délégation Autrichienne a déjà soumis la question aux Administrations Fédérales compétentes, qui se réservent de faire connaître aussitôt que possible leur point de vue à ce sujet ».

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Rome, le 18 mars 1949

D'AJETA

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Le Président de la Délégation Italienne au Président de la Délégation Autrichienne

Monsieur le Président,

A la conclusion des négociations qui ont abouti à l'Accord sur l'échange des marchandises entre nos deux Gouvernements, paraphé en date d'aujourd'hui, me référant à l'Aide Mémoire que j'ai eu l'honneur de vous soumettre au mois de Décembre 1948, je vous prie de

bien vouloir vous rendre interprète auprès de votre Gouvernement de l'intérêt particulier que le Gouvernement Italien attache à une solution favorable du problème concernant l'activité en Autriche de la « Società Anonima Elettrificazione » de Milan.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Rome, le 18 mars 1949

D'AJETA

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri

SFORZA

Le Président de la Délégation Autrichienne au Président de la Délégation Italienne

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la lettre suivante que vous avez bien voulu m'adresser en date d'aujourd'hui :

« A la conclusion des négociations qui ont abouti à l'Accord sur l'échange des marchandises entre nos deux Gouvernements, paraphé en date d'aujourd'hui, me référant à l'Aide Mémoire que j'ai eu l'honneur de vous soumettre au mois de Décembre 1948, je vous prie de bien vouloir vous rendre interprète auprès de votre Gouvernement de l'intérêt particulier que le Gouvernement Italien attache à une solution favorable du problème concernant l'activité en Autriche de la « Società Anonima Elettrificazione » de Milan ».

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Rome, le 18 mars 1949

LOEWENTHAL

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri

SFORZA

Le Président de la Délégation Autrichienne au Président de la Délégation Italienne

Monsieur le Président,

Au cours des négociations qui ont abouti à la conclusion de l'Accord sur l'échange des marchandises, paraphé en date d'aujourd'hui, la Délégation Italienne a manifesté l'intérêt de reprendre l'exportation vers l'Autriche des fleurs coupées ainsi que des coraux et camées.

J'ai l'honneur de vous confirmer que les Autorités compétentes Autrichiennes examineront la possibilité d'une importation d'Italie des produits susindiqués en échange de produits autrichiens d'une valeur économique équivalente.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Rome, le 18 mars 1949

LOEWENTHAL

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri

SFORZA

Le Président de la Délégation Italienne au Président de la Délégation Autrichienne

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la lettre suivante que vous avez bien voulu m'adresser en date d'aujourd'hui :

« Au cours des négociations qui ont abouti à la conclusion de l'Accord sur l'échange des marchandises, paraphé en date d'aujourd'hui, la Délégation Italienne a manifesté l'intérêt de reprendre l'exportation vers l'Autriche des fleurs coupées ainsi que des coraux et camées.

J'ai l'honneur de vous confirmer que les Autorités compétentes Autrichiennes examineront la possibilité d'une importation d'Italie des produits susindiqués en échange de produits autrichiens d'une valeur économique équivalente ».

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Rome, le 18 mars 1949

D'AJETA

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri

SFORZA

LEGGE 2 aprile 1950, n. 328.

Modificazioni all'attuale disciplina delle mostre d'arte.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Ministero della pubblica istruzione può autorizzare l'invio all'estero delle cose tutelate dalla legge 1° giugno 1939, n. 1089, appartenenti allo Stato o ad altro ente ed istituto legalmente riconosciuto, per mostre od esposizioni da esso organizzate o autorizzate in seguito ad accordi col Ministero degli affari esteri e sentito, secondo le competenze, il parere del Consiglio superiore delle antichità e belle arti o di quello delle accademie e biblioteche.

Può anche autorizzare, sentito il parere dei detti corpi consultivi, la partecipazione in numero limitato delle cose di cui al comma precedente, a mostre o esposizioni organizzate da Governi o enti culturali stranieri, quando ne sia fatta formale richiesta a mezzo del Ministero degli affari esteri e si ravvisi nell'iniziativa un alto interesse culturale.

Sono in ogni caso esclusi dall'invio all'estero quei gruppi di opere che costituiscono il fondo principale o una determinata ed organica sezione di un museo, pinacoteca, galleria o biblioteca o di una collezione artistica o bibliografica, nonchè le opere, specialmente i dipinti su tavola o le opere di grandi dimensioni, che possono subire danni nel trasporto o nella permanenza in condizioni ambientali sfavorevoli.

Art. 2.

Nel caso di partecipazione a manifestazioni organizzate da Governi o enti stranieri, il Ministro per la pubblica istruzione può limitare la durata del prestito delle opere in relazione all'importanza della manifestazione e delle opere concesse, indipendentemente dalla durata della mostra od esposizione.

La concessione del prestito è sempre subordinata all'assicurazione delle opere da parte del Comitato organizzatore della mostra o esposizione, per il valore stabilito dal Ministero della pubblica istruzione.

Art. 3.

Nei casi previsti negli articoli precedenti, il materiale artistico o bibliografico non potrà rimanere fuori sede per un periodo superiore a sei mesi dalla data del suo invio all'estero.

Il Ministero della pubblica istruzione può subordinare l'invio all'estero delle cose di cui all'art. 1 a tutte le garanzie e condizioni che riterrà opportuno compresa la concessione della reciprocità del prestito, per mostre od esposizioni in Italia.

Art. 4.

Chiunque intenda inviare all'estero, per mostre o esposizioni, cose tutelate dalla legge 1° giugno 1939, n. 1089, appartenenti a privati, deve ottenere l'autorizzazione del Ministero della pubblica istruzione.

L'autorizzazione è data di concerto con il Ministero del commercio con l'estero e può essere subordinata a determinate condizioni e garanzie. In ogni caso è obbligatoria l'assicurazione delle opere ai sensi dell'ultimo comma dell'art. 2.

L'autorizzazione può essere negata dal Ministero della pubblica istruzione in base a parere motivato del Consiglio superiore delle antichità e belle arti o delle accademie e biblioteche.

Art. 5.

Nel caso in cui l'opera, della quale è stato autorizzato l'invio all'estero per mostre o esposizioni, non venga reimportata nel termine prescritto, si applica la disposizione di cui al primo comma dell'art. 65 della legge 1° giugno 1939, n. 1089.

Detto termine può, su richiesta dell'interessato, essere prorogato, ma in ogni caso la reimportazione dovrà avvenire entro un mese dalla chiusura della mostra o esposizione.

Art. 6.

Le mostre o esposizioni di opere d'arte, nel territorio nazionale devono essere autorizzate dal Ministero della pubblica istruzione, udito il parere degli organi consultivi competenti. Il Ministero può richiedere l'adozione di tutte quelle garanzie che valgono ad assicurare la conservazione e l'incolumità delle opere esposte. Il Ministero stesso può autorizzare il prestito a dette mostre od esposizioni di opere d'arte di proprietà dello Stato e di altri enti o istituti legalmente riconosciuti, e subordinare l'autorizzazione all'adozione delle garanzie di cui sopra.

I manoscritti, gli incunaboli della stampa e i libri potranno figurare soltanto in mostre che siano organizzate da biblioteche di enti pubblici.

Non possono essere tenute ogni anno più di due mostre o esposizioni nazionali con opere d'arte di proprietà dello Stato e di qualsiasi altro ente o istituto legalmente riconosciuto.

Possono essere autorizzate mostre a carattere locale soltanto nel caso che le opere da esporre siano prevalentemente di proprietà di privati o di enti o istituti legalmente riconosciuti e si trovino, nella loro parte maggiore, nella provincia dove la mostra avrebbe sede.

Per tutte le mostre o esposizioni previste dal presente articolo, le domande di autorizzazione dovranno pervenire al Ministero entro il mese di ottobre dell'anno precedente a quello in cui si intende tenere la mostra o esposizione, accompagnate da un esauriente piano tecnico e finanziario che sarà esaminato dagli organi consultivi competenti.

Art. 7.

Le disposizioni della presente legge non si applicano alle mostre d'arte moderna della Biennale di Venezia, alle mostre od esposizioni di opere di artisti viventi o di opere la cui esecuzione non risalga ad oltre cinquant'anni, nè alle mostre o esposizioni a scopo commerciale.

Rimangono ferme le disposizioni della legge 1° giugno 1939, n. 1089, per le opere destinate alle dette mostre o esposizioni tutelate da tale legge.

Art. 8.

E' abrogata la legge 11 gennaio 1940, n. 50.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 2 aprile 1950

EINAUDI

De Gasperi — Gonella — Sforza — Vanoni — Togni — Lombardo

Visto, *il Guardasigilli*: Piccioni

LEGGE 9 maggio 1950, n. 329.

Ratifica, con modificazioni, dei decreti legislativi 23 novembre 1946, n. 463 e 6 dicembre 1947, n. 1501, recanti norme per la revisione dei prezzi contrattuali degli appalti di opere pubbliche.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Promulga

la seguente legge:

Art. 1.

Il decreto legislativo 23 novembre 1946, n. 463, è ratificato con la seguente modificazione:

Art. 1. — Dopo le parole: « del presente decreto », sono inserite le parole: « per la cui esecuzione è previsto un periodo di tempo non superiore ad un anno ».

Art. 2.

Il decreto legislativo 6 dicembre 1947, n. 1501, è ratificato con le seguenti modificazioni:

Art. 1. — Gli ultimi due commi sono sostituiti dai seguenti:

« Per i lavori appaltati, concessi o comunque affidati anteriormente all'entrata in vigore del presente decreto, la revisione dei prezzi è regolata come segue:

1) per i lavori appaltati prima del 15 maggio 1945, l'Amministrazione conserva la facoltà di procedere alla revisione in base alle leggi anteriori ed in conformità agli eventuali patti contrattuali;

2) per i lavori appaltati tra il 15 maggio 1945 ed 15 aprile 1946 se nei contratti relativi è inserita la clausola della rivedibilità, l'Amministrazione conserva la facoltà di procedere alla revisione in base alle leggi vigenti al momento della stipulazione del contratto.

Se invece nei contratti relativi non è inserita la clausola della rivedibilità, l'Amministrazione ha facoltà di concedere la revisione purchè, a suo giudizio, questa sia compatibile con le condizioni particolari del contratto. In tal caso alla revisione stessa l'Amministrazione può procedere, a suo insindacabile giudizio, in base alle leggi vigenti al momento della stipulazione del contratto oppure in base ai precedenti commi;

3) per i lavori appaltati dopo il 15 aprile 1946 per la cui esecuzione è previsto un periodo di tempo superiore ad un anno, l'Amministrazione, se nei contratti relativi è inserita la clausola della rivedibilità, ha facoltà di procedere alla revisione in base al regio decreto-legge 21 giugno 1938, n. 1296, convertito nella legge 19 gennaio 1939, n. 392. La stessa facoltà può essere esercitata per i lavori per la cui esecuzione è previsto un periodo di tempo superiore ad un anno, appaltati con contratti nei quali non è inserita la clausola della rivedibilità, purchè, a giudizio dell'Amministrazione, la revisione sia compatibile con le condizioni particolari del contratto;

4) per i lavori appaltati nello stesso periodo di cui al precedente n. 3), per la cui esecuzione è previsto un periodo di tempo non superiore all'anno, l'Amministrazione ha facoltà di procedere alla revisione anche se nei contratti relativi non è inserita la clausola della rivedibilità, procedendo:

a) per i lavori appaltati dal Ministero dei lavori pubblici, in base al decreto legislativo 23 novembre 1946, n. 463;

b) per i lavori appaltati da altre Amministrazioni, a giudizio insindacabile di queste, in base al decreto legislativo 23 novembre 1946, n. 463, oppure in base ai precedenti commi.

« Qualora alla determinazione dell'importo revisionale si proceda in base ad analisi tipo con calcolazione percentuale, l'Amministrazione può determinare la variazione complessiva della spesa operando soltanto su una parte dei prezzi unitari, purchè l'importo considerato non sia inferiore al 75 per cento del totale e si possa presumere che i restanti prezzi unitari abbiano subìto la stessa variazione percentuale determinata per la maggiore aliquota esaminata ».

Art. 2. — E' aggiunto il seguente comma:

« Ove ritenga di dover procedere alla revisione dei prezzi in diminuzione, l'Amministrazione ne dà notizia all'impresa prima che siano approvati gli atti di collaudo ».

Art. 3. — E' sostituito dal seguente:

« E' in facoltà dell'Amministrazione di concedere, sia in corso di esecuzione che a lavori ultimati, acconti sulle somme che prevedibilmente possano spettare agli appaltatori e concessionari in dipendenza della revisione.

« Gli acconti non potranno essere superiori al 50 % delle somme predette, qualora le medesime siano state determinate sommariamente. Tale misura potrà essere elevata sino all'85 per cento qualora dette somme siano state esattamente determinate in base alle effettive variazioni dei prezzi ovvero in base a percentuale di variazioni ricavate nel modo anzidetto per un precedente periodo contrattuale e risulti che nei periodi successivi i prezzi correnti di mercato non siano diminuiti.

« Nel caso di diminuzione dei prezzi è in facoltà dell'Amministrazione di operare, in corso di esecuzione dei lavori, detrazioni provvisorie in base alle percentuali di diminuzione accertate, salvo conguaglio a lavori ultimati.

« Dopo un anno dall'approvazione degli atti di collaudo decorreranno gli interessi legali a favore dell'impresa sull'importo dovuto per la revisione dei prezzi.

« Le cooperative di lavoro avranno la precedenza sia per la revisione dei prezzi sia per la corresponsione degli acconti, secondo norme che saranno determinate dalla Amministrazione ».

Art. 4. — Il primo comma è sostituito dal seguente:

« Contro le determinazioni con le quali la Amministrazione nega o accorda parzialmente la revisione in aumento o dispone la revisione in diminuzione è ammesso ricorso a norma degli articoli seguenti ».

Art. 6. — E' sostituito dal seguente:

« Le precedenti norme non si applicano ai lavori relativi ad opere pubbliche di competenza delle Amministrazioni dipendenti dai Ministeri dei trasporti e delle poste e telecomunicazioni, nonchè dell'Azienda di Stato per i servizi telefonici ».

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Dogliani, addì 9 maggio 1950

EINAUDI

De Gasperi — Aldisio — Scelba — Vanoni — Pella — Pacciardi — Gonella — Segni — Togni — Marazza — D'Aragona — Spataro

Visto, *il Guardasigilli*: Piccioni

LEGGE 15 giugno 1950, n. 330.

Abolizione del diritto di licenza sulle merci importate dall'estero ed istituzione di un diritto per i servizi amministrativi.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Promulga

la seguente legge:

Art. 1.

E' abolito il diritto di licenza sulle merci importate dall'estero previsto dall'art. 1 del regio decreto-legge 13 maggio 1935, n. 894, convertito nella legge 17 feb-

braio 1936, n. 334, e da ultimo modificato, nella aliquota, con decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 12 agosto 1947, n. 822.

Art. 2.

E' istituito a favore dell'Erario un diritto per i servizi amministrativi, da applicarsi, sulle merci importate dall'estero, nella misura del 0,50 per cento del valore delle merci stesse.

Per l'applicazione di detto diritto il valore imponibile delle merci è determinato con le norme seguite per l'applicazione dei dazi di confine *ad valorem.*

Art. 3.

Il provento del diritto di cui all'art. 2 sarà fatto affluire ad apposito capitolo da istituirsi nel capo II (Dogane e diritti marittimi) dello stato di previsione del bilancio di entrata.

Art. 4.

Le disposizioni di cui agli articoli 1, 2 e 3 della presente legge hanno effetto dalla data di entrata in vigore della nuova tariffa doganale.

Tuttavia dal 30 maggio 1950 e fino all'entrata in vigore della nuova tariffa, per le merci comprese nella tabella XXVII annessa al protocollo di Annecy del 10 ottobre 1949, cui l'Italia ha aderito il 30 aprile 1950, l'ammontare complessivo dei dazi previsti dalla tariffa vigente e dal diritto di licenza, non potrà eccedere l'ammontare dei dazi convenzionati col protocollo anzidetto.

Art. 5.

La presente legge entra in vigore il giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale.*

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Caprarola, addì 15 giugno 1950

EINAUDI

DE GASPERI — VANONI — LOMBARDO

Visto, *il Guardasigilli:* PICCIONI

LEGGE 16 giugno 1950, n. 331.

Conversione in legge del decreto-legge 18 aprile 1950, n. 142, adottato ai sensi dell'art. 77, comma secondo, della Costituzione e concernente modificazioni al regime fiscale degli spiriti per agevolare la distillazione del vino e alle disposizioni relative alla minuta vendita di estratti ed essenze per preparare liquori.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Articolo unico.

E' convertito in legge il decreto-legge 18 aprile 1950, n. 142, concernente modificazioni al regime fiscale degli spiriti per agevolare la distillazione del vino e alle disposizioni relative alla minuta vendita degli estratti ed essense destinate alla preparazione di liquori.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Caprarola, addì 16 giugno 1950

EINAUDI

DE GASPERI — VANONI

Visto, *il Guardasigilli:* PICCIONI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 2 febbraio 1950, n. 332.

Erezione in ente morale della Cassa scolastica dell'Istituto tecnico nautico comunale « Gaetano Arezzo della Targia » di Siracusa.

N. 332. Decreto del Presidente della Repubblica 2 febbraio 1950, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, la Cassa scolastica dell'Istituto tecnico nautico comunale « Gaetano Arezzo della Targia » di Siracusa viene eretta in ente morale e ne viene approvato il relativo statuto.

Visto, *il Guardasigilli:* PICCIONI
Registrato alla Corte dei conti, addì 3 giugno 1950

DECRETO MINISTERIALE 15 maggio 1950.

Costituzione del Collegio dei revisori del « Fondo per l'addestramento professionale dei lavoratori ».

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Vista la legge 29 aprile 1949, n. 264, recante provvedimenti in materia di avviamento al lavoro e di assistenza dei lavoratori involontariamente disoccupati;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 5 gennaio 1950, n. 17, recante norme per l'amministrazione del « Fondo per l'addestramento professionale dei lavoratori »;

Viste le designazioni delle Amministrazioni interessate;

Decreta:

Il Collegio dei revisori del Fondo per l'addestramento professionale dei lavoratori è costituito dai seguenti membri:

dott. prof. Mario Bocci, presidente e dott. Urio Bagnoli, supplente, in rappresentanza della Corte dei conti;

dott. Luigi Conte, membro effettivo e dott. Mario Palestini, membro supplente, in rappresentanza della Ragioneria generale dello Stato;

dott. Orazio Sciacca, membro effettivo e dottor Orazio Carducci, membro supplente, in rappresentanza del Ministero del lavoro e della previdenza sociale.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 15 maggio 1950

Il Ministro: MARAZZA

(2551)

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DELLE FINANZE

Proroga dei termini di scadenza dei concorsi pubblicati nei supplementi 3 e 4 alla « Gazzetta Ufficiale » n. 102 del 4 maggio 1950.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visti i decreti Ministeriali 2 marzo 1950, registrati alla Corte dei conti il 16 marzo successivo e pubblicati nei supplementi ordinari nn. 3 e 4 alla *Gazzetta Ufficiale* n. 102 del 4 maggio 1950, con i quali sono stati indetti i seguenti concorsi:

1) Concorso a centotto posti di vice segretario in prova nel ruolo della carriera amministrativa delle Intendenze di finanza;

2) Concorso a centoventotto posti di alunno in prova nel ruolo del personale d'ordine del Ministero e delle Intendenze di finanza;

3) Concorso a duecento posti di volontario nel ruolo di gruppo *B* dell'Amministrazione provinciale delle imposte dirette;

4) Concorso a duecentotrenta posti di alunno d'ordine in prova nel ruolo del gruppo *C* dell'Amministrazione provinciale delle imposte dirette;

5) Concorso a quattrocentottanta posti di volontario nel ruolo di gruppo *B* dell'Amministrazione provinciale delle tasse e delle imposte indirette sugli affari;

6) Concorso a centottanta posti di alunno d'ordine in prova nel ruolo di gruppo *C* del personale sussidiario degli Uffici del registro;

7) Concorso a quarantacinque posti di alunno d'ordine in prova nel ruolo di gruppo *C* del personale sussidiario delle Conservatorie dei registri immobiliari;

8) Concorso a trentatre posti di custode idraulico in prova nel ruolo del personale subalterno dell'Amministrazione provinciale del demanio;

9) Concorso per titoli a duecentonove posti di inserviente in prova nei ruoli del personale subalterno dell'Amministrazione centrale e delle Intendenze di finanza, dell'Amministrazione provinciale del catasto e dei servizi tecnici erariali, degli Uffici del registro e delle Conservatorie dei registri immobiliari;

10) Concorso a undici posti di chimico aggiunto in prova nel ruolo di gruppo *A* del personale nei Laboratori chimici delle dogane e imposte indirette;

11) Concorso a quattordici posti di ingegnere aggiunto in prova nel ruolo di gruppo *A* del personale delle Imposte di fabbricazione;

12) Concorso a quattrocentodiciannove posti di volontario doganale nel ruolo di gruppo *B* del personale delle Dogane e imposte indirette;

13) Concorso a trentadue posti di volontario nel ruolo di gruppo *B* del personale delle Imposte di fabbricazione (specializzazione tecnici);

14) Concorso a settantaquattro posti di ufficiale aggiunto doganale in prova nel ruolo di gruppo *C* del personale delle Dogane e imposte indirette;

15) Concorso a cento posti di ufficiale aggiunto in prova nel ruolo di gruppo *C* del personale delle Imposte di fabbricazione (specializzazione tecnici);

16) Concorso a trentasette posti di ufficiale aggiunto in prova nel ruolo di gruppo *C* del personale delle Imposte di fabbricazione (specializzazione elettrotecnici);

17) Concorso a cinquantanove posti di ingegnere erariale in prova nel ruolo di gruppo *A* dell'Amministrazione provinciale del catasto e dei servizi tecnici erariali;

18) Concorso a duecentottantacinque posti di geometra aggiunto in prova nel ruolo di gruppo *B* dell'Amministrazione provinciale del catasto e dei servizi tecnici erariali;

19) Concorso a trecentosettanta posti di computista in prova nel ruolo di gruppo *C* dell'Amministrazione provinciale del catasto e dei servizi tecnici erariali;

20) Concorso a settantacinque posti di disegnatore in prova nel ruolo di gruppo *C* dell'Amministrazione provinciale del catasto e dei servizi tecnici erariali;

Visto l'art. 1 della legge 3 maggio 1950, n. 223, con cui il limite massimo di età per i pubblici concorsi stabilito dai vigenti ordinamenti viene elevato di cinque anni fino al 31 dicembre 1954;

Visto l'art. 2 della legge succitata;

Considerato che i termini per la presentazione delle domande dei concorsi suddetti non sono ancora scaduti;

Decreta:

Il termine utile per la presentazione delle domande e dei relativi documenti per l'ammissione ai concorsi indicati nelle premesse è prorogato di giorni trenta e pertanto verrà a scadere il 2 agosto 1950.

Il presente decreto sarà inviato allo Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 3 giugno 1950

Il Ministro: VANONI

Registrato alla Corte dei conti, addì 14 giugno 1950
Registro Finanze n. 13, *foglio n.* 25. — LESEN

(2596)

Graduatoria del concorso a dodici posti di allievo tecnico (grado 10°) nel ruolo tecnico di gruppo A dei Monopoli di Stato, indetto con decreto Ministeriale 11 aprile 1949.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto il regio decreto 11 novembre 1923, n. 2395, sull'ordinamento gerarchico del personale delle Amministrazioni dello Stato, o successive modificazioni;

Visto il regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, sullo stato giuridico degli impiegati civili delle Amministrazioni dello Stato;

Visto il decreto Ministeriale 29 febbraio 1928, registrato alla Corte dei conti l'8 marzo successivo, registro Finanze n. 3, foglio n. 143, che determina i ruoli speciali del personale dell'Amministrazione dei monopoli di Stato, e le successive modificazioni apportate col regio decreto 11 aprile 1940, n. 278, e col decreto legislativo 22 aprile 1948, n. 723;

Visto il decreto Ministeriale 05.4126 dell'11 aprile 1949, registrato alla Corte dei conti il 5 maggio stesso anno, registro n. 1, foglio n. 91, col quale fu indetto un concorso per esami a dodici posti di allievo tecnico (grado 10°) nel ruolo tecnico di gruppo *A* dei Monopoli di Stato, così distribuiti:

otto posti nella branca di servizio « Manifatture tabacchi e Magazzini tabacchi greggi e lavorati »;

quattro posti nella branca di servizio « Saline Laboratorio chinino di Stato e magazzini sali »;

Ritenuto che a tale concorso potevano partecipare i laureati in ingegneria civile, industriale o mineraria;

Visto il decreto Ministeriale 05.16478 del 5 novembre 1949, registrato alla Corte dei conti il 22 stesso mese, registro n. 1, foglio n. 235, con il quale venne nominata la Commissione esaminatrice del concorso indetto col citato decreto Ministeriale 05.4126;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato n. 207 del 4 aprile 1947 che dispone di riservare un sesto dei posti messi a concorso al personale non di ruolo che abbia prestato almeno due anni di servizio ininterotto;

Visto il regio decreto-legge 5 luglio 1934, n. 1176, che stabilisce l'ordine di preferenza a parità di merito nei concorsi per l'ammissione alle pubbliche carriere e le successive modificazioni;

Visto il risultato degli esami, come dai verbali della Commissione esaminatrice;

Riconosciuta la regolarità del procedimento degli esam

Decreta:

Art. 1.

E' approvata la seguente graduatoria formata dalla Commissione esaminatrice in seguito al risultato del concorso a dodici posti di allievo tecnico (grado 10°) nel ruolo tecnico di gruppo *A* dei Monopoli di Stato, indetto col decreto Ministeriale 05.4126 dell'11 aprile 1949, citato nelle premesse:

Cognome nome e paternità	Media voti prove scritte	Voto prova orale	Aliquota 1/30 voto prova o lingue	Somma dei voti
1. Vanzetto ing. Ennio di Giovanni	7,75	9 —	0,233	16,983
2. Rizzuto ing. Francesco di Antonino	8 —	7,50	—	15,50
3. Lubrano ing. Antonio fu Tommaso	8,25	7 —	—	15,25
4. Mele ing. Ennio di Alfonso	7 —	8 —	0,20	15,20
5. Forastiere ing. Bruno di Francesco Paolo	7,50	7,50	—	15 —
6. Mele ing. Giulio di Giovanni	7 —	7,50	0,267	14,767
7. Salvi ing. Franco di Armando	7,50	7 —	—	14,50
8. Citarella ing. Enrico fu Ettore	7,50	6 —	0,20	13,70
9. Laface ing. Giuseppe di Pietro	7,50	6 —	—	13,50

Art. 2.

I sottonotati concorrenti sono dichiarati vincitori del concorso nell'ordine seguente:

1. Vanzetto ing. Ennio di Giovanni
2. Rizzuto ing. Francesco di Antonino
3. Lubrano ing. Antonio fu Tommaso
4. Mele ing. Ennio di Alfonso
5. Forastiere ing. Bruno di Francesco Paolo
6. Mele ing. Giulio di Giovanni
7. Salvi ing. Franco di Armando
8. Citarella ing. Enrico fu Ettore
9. Laface ing. Giuseppe di Pietro.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 30 maggio 1950

Il Ministro: VANONI

Registrato alla Corte dei conti, addì 14 giugno 1950
Registro n. 1, foglio n. 137

(2597)

MINISTERO DEI TRASPORTI

Avviso di rettifica

Nella graduatoria di merito, approvata con decreto Ministeriale 29 aprile 1949, n. 4443, relativa al concorso a trenta posti di sorvegliante lavori in prova, pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* in data 27 luglio 1949, n. 170, il 1° di graduatoria, anzichè:

« Ieri Walter », leggasi invece: « Ieri Valter ».

(2582)

REGIONE TRENTINO - ALTO ADIGE

Graduatoria generale del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Trento al 30 novembre 1947.

IL COMMISSARIO DEL GOVERNO

Visti i verbali della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta, vacanti nella provincia di Trento al 30 novembre 1947, indetto con decreto 31 dicembre 1947, n. 49523-III.a, della Prefettura di Trento;

Riscontrata la regolarità degli atti;

Visti gli articoli 36 e 39 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visti gli articoli 23 e 55 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visto l'art. 76, n. 3, della legge costituzionale 26 febbraio 1948, n. 5, che approva lo Statuto speciale per il Trentino-Alto Adige;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria delle candidate risultate idonee:

1. Salizzoni Luigia	punti 116,25	su 150
2. Lorenzi Virginia	» 114,300	»
3. Delvài Giuseppina	» 111,875	»
4. Giordani Maria	» 110,625	»
5. Schmidt Luigia	» 110 —	»
6. Sartori Ersilia	» 108,425	»
7. Ballardini Giustina	» 108 —	»
8. Mazzucchelli Ines	» 106,825	»
9. Piasente Florinda	» 106,050	»
10. Pedrai Bianca	» 105,075	»
11. Webber Virginia	» 104,450	»
12. Degiampietro Giuliana	» 102,100	»
13. Benedetti Maria	» 101,250	»
14. Valentini Luigia	» 100,790	»
15. Gatti Teresa	» 100,575	»
16. Perlot Vittoria	» 100,175	»
17. Micheloni Cesarina	» 98,525	»
18. Zambiasi Assunta	» 98,175	»
19. Zattoni Teresa	» 96,375	»
20. Santa Luigia	» 94,250	»
21. Patat Domenica	» 94,105	»
22. Bortolameotti Ida	» 93,750	»
23. Santuari Lina	» 90,650	»
24. Pasquali Giuseppina	» 90,600	»
25. Gozzer Emma	» 89,600	»
26. Vedovelli Maria	» 89,350	»
27. Tedeschi Vittoria	» 88,075	»
28. Amistadi Alfonsina	» 87,800	»
29. Moschen Agrippina	» 87,425	»
30. Consolati Palmira	» 86,500	»
31. Gentilini Cesarina	» 86,175	»
32. Voltolini Carla	» 85,675	»
33. Zotta Dosolina	» 84,100	»
34. Giovannini Giuseppina	» 82,575	»
35. Zadra Elvira	» 81,625	»
36. Ferro Elvira	» 81,300	»
37. Pradel Rosina	» 80,500	»
38. Pallaoro Prassede	» 80,200	»
39. Peroni Adelina	» 79,875	»
40. Pangrazzi Paola	» 79,450	»
41. Gottardi Mirta	» 79,250	»
42. Giacomi Maria	» 77,625	»
43. Bertoni Ines	» 77,125	»
44. Decarli Nerina	» 77 —	»
45. Leonardelli Lidia	» 76,475	»
46. Zerbini Annamaria	» 75,700	»
47. Manica Jolanda	» 75,200	»
48. Polacci Maria	» 74,875	»
49. Fracasso Cornelia	» 74,550	»
50. Trotter Bruna	» 74 —	»
51. Bazzanella Carmela	» 73,325	»
52. Masè Giulia	» 72,500	»
53. Bucella Lina	» 72,125	»
54. Andres Maurina	» 72 —	»
55. Cauzzi Leopolda	» 70,850	»
56. Roncà Silvia	» 70,100	»
57. Salvi Benita	» 68,750	»
58. Biscuola Ofelia	» 67,850	»
59. Leonardi Petronilla	» 67,375	»
60. Broccato Lina	» 63,100	»
61. Leoni Erminia	» 59 —	»
62. Pizzini Tosca	» 55,850	»
63. Ruffaldi Maria	» 53,900	»
64. Lazzeri Erina	» 53,500	»

Il presente decreto sarà inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana e nel Bollettino Ufficiale della Regione Trentino-Alto Adige e pubblicato, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio di questo Commissariato del Governo e dei Comuni interessati.

Trento, addì 24 maggio 1950

Il Commissario del Governo: BISIA

IL COMMISSARIO DEL GOVERNO

Visto il proprio decreto di eguale data e numero, con il quale è stata approvata la graduatoria di merito delle concorrenti ai posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Trento al 30 novembre 1947;

Visti gli articoli 36 e 39 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265, e gli articoli 23, 55 e 81 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visto l'art. 76, n. 3, della legge costituzionale 26 febbraio 1948, n. 5, che approva lo Statuto speciale per la Regione Trentino-Alto Adige;

Decreta:

Le seguenti concorrenti sono dichiarate vincitrici del concorso al posto a fianco di ciascuna indicato:

1. Salizzoni Luigia: Arco;
2. Lorenzi Virginia: Tenno;
3. Delvai Giuseppina: Daiano;
4. Giordani Maria: Mezzolombardo;
5. Schmidt Luigia: Vigolo Vattaro;
6. Sartori Ersilia ved. Plazzer: Vallarsa;
7. Ballardini Giustina: Ragoli;
8. Mazzucchelli Ines: Pieve di Bono (1ª condotta);
9. Piasente Florinda in Perotto: Trento - Povo e Villazzano;
10. Pedrai Bianca: Caldes;
11. Degiampietro Giuliana, Salorno;
12. Benedetti Maria: Pannone;
13. Valentini Luigia: Levico - Nord;
14. Gatti Teresa: Termeno;
15. Perlot Vittoria: Fai;
16. Micheloni Cesarina: Trento - Mattarello;
17. Zambiasi Assunta: Tuenno;
18. Zattoni Teresa: Pinzolo;
19. Santa Luigia: Valdagno;
20. Bortolameotti Ida: Egna;
21. Santuari Lina: Sover;
22. Pasquali Giuseppina: Dimaro;
23. Gozzer Emma: Aldeno;
24. Vedovelli Maria: Brentonico;
25. Tedeschi Vittoria: Trento - Cognola;
26. Amistadi Alfonsina: Roncone;
27. Moschen Agrippina: Levico - Tenna;
28. Consolati Palmira: Volano;
29. Gentilini Cesarina: Nomi - Pomarolo;
30. Voltolini Carla: Pergine (1ª condotta);
31. Zotta Dosolina: Caldonazzo;
32. Giovannini Giuseppina: Sporminore;
33. Zadra Elvira: Revò;
34. Ferro Elvira: Pergine (2ª condotta);
35. Pradel Rosina: Ziano;
36. Pallaoro Prassede: Brez;
37. Peroni Adelina: Lavarone;
38. Pangrazzi Paola: Peio;
39. Gottardi Mirta: Folgaria;
40. Giacomi Maria: Castello di Fiemme;
41. Bertoni Ines: Lavis (2ª condotta);
42. De Carli Nerina: Tres;
43. Leonardelli Lidia: Centa;
44. Zerbini Annamaria: Besenello;
45. Manica Jolanda: Fondo;
46. Pollacci Maria: Trento - Sopramonte;
47. Fracasso Cornelia: Trento - Meano;
48. Trotter Bruna: Sanzeno;
49. Bazzanella Carmela: Dro;
50. Masè Giulia: Vigo Rendena;
51. Bucella Lina: Ora;
52. Andreis Maurina: Albiano;
53. Cauzzi Leopolda: Molina di Ledro;
54. Roncà Silvia: Castelfondo;
55. Salvi Benita: Capriana;
56. Biscuola Ofelia: Flavon;
57. Leonardelli Petronilla: Tiarno di Sotto;
58. Broccato Lina: Molveno;
59. Leoni Erminia: Terragnolo;
60. Pizzini Tosca: Coredo;
61. Ruffaldi Maria: Ossana - Pellizzano;
62. Lazzeri Erina: Cavareno.

Il presente decreto sarà inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana e nel Bollettino Ufficiale della Regione Trentino-Alto Adige e pubblicato, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio di questo Commissariato del Governo e dei Comuni interessati.

Trento, addì 24 maggio 1950

Il Commissario del Governo: BISIA

(2515)

GIOLITTI GIUSEPPE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.